



LYON ET LA RÉGION AURA, LABORATOIRE TERRITORIAL DE LA SÉCURITÉ GLOBALE : 23 ACTEURS RHÔNALPINS PROPOSENT LEUR REGARD SUR LE CONTINUUM DE LA SÉCURITÉ DANS L'HEXAGONE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE | LYON, LE 30 JUIN 2020

CONTEXTE NATIONAL

Après la sortie du Rapport Fauvergue / Thourot intitulé « D'un continuum de sécurité vers une sécurité globale », au mois de septembre 2018, le ministère de l'Intérieur a lancé une grande consultation nationale. Une démarche relayée par Emmanuel Macron, au mois de novembre 2019, devant le Congrès des Maires, soulignant pour l'occasion, que la

nécessité d'améliorer le continuum de sécurité s'impose aujourd'hui à tous les acteurs, publics et privés, amenés à intervenir sur ce champ. Cette problématique sera au cœur du « **Livre blanc de la sécurité intérieure** » que le Premier Ministre a appelé de ses vœux au mois de juin 2019 et dont la parution est prévue à l'été 2020.

CONTEXTE RÉGIONAL

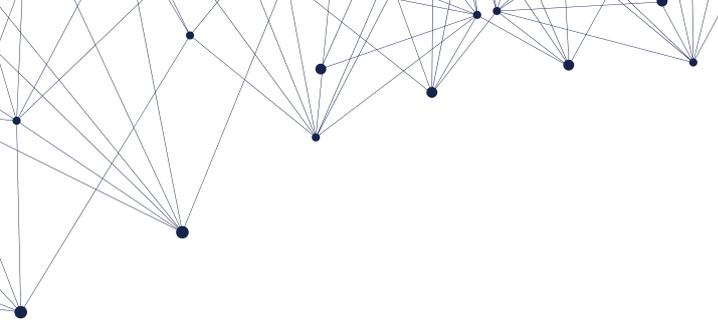
Directement concernés, à divers titres, par le continuum de sécurité, **23 acteurs des institutions régionales, des réseaux professionnels et des entreprises rhônalpines, ont souhaité partager leurs expériences et leurs expertises de terrain.**

La contribution qu'ils livrent aujourd'hui entend enrichir le document de référence qui guidera l'action gouvernementale en matière de sécurité pour les prochaines années.

LES ACTEURS DE LA SÉCURITÉ DE LA RÉGION AURA SE MOBILISENT AUTOUR D'UN PROJET COMMUN

Initiée par David Hornus, dirigeant fondateur de la société CORPGUARD et coordonnée par Jean-Baptiste Jusot, cabinet CONVICTIO, cette démarche regroupe la réflexion de 23 acteurs régionaux (*) qui nous font part de leur perception du continuum de sécurité dans leur environnement. Représentant aussi bien les principales institutions présentes sur le territoire, que les réseaux professionnels, les entreprises et les acteurs de la formation, ils ont livré des témoignages qui décrivent la situation actuelle en Auvergne-Rhône-Alpes.

« En matière de sécurité, Lyon et plus largement le territoire régional dans son ensemble est un véritable laboratoire du continuum de sécurité, dont le fonctionnement est unanimement reconnu, pour sa qualité. Au moment où les plus hautes instances de l'État ont souhaité mobiliser l'ensemble des forces du pays sur les enjeux de la sécurité globale, il nous a semblé judicieux et même nécessaire d'apporter notre contribution. Notre expertise nous donne une réelle légitimité en la matière », indique David Hornus, pour expliquer les raisons de son initiative.



A travers les entretiens, ces femmes et hommes de terrain présentent **la mise en œuvre concrète du continuum de sécurité**, dans leurs domaines de compétences. Leurs retours d'expériences et leurs propositions constituent autant de pistes de réflexion et d'action pour améliorer la coproduction de la sécurité et tendre vers une sécurité globale.

Avec cette contribution régionale au futur « Livre blanc de la sécurité intérieure », ils entendent faire passer un message fort, qui repose sur l'exemple d'un mode de fonctionnement déjà expérimenté, aussi bien dans le secteur public et parapublic, avec la Mairie de Lyon et l'aéroport Saint-Exupéry, que dans le privé avec l'Olympique Lyonnais ...

QUATRE PROPOSITIONS D'AMÉLIORATION SE DÉGAGENT

Après trois mois de travail consacrés au recueil des différents témoignages, l'analyse des contributions permet aux porteurs du projet, d'ores et déjà de dégager 4 grandes axes de travail :

- **Le continuum de sécurité globale.** Dans un contexte marqué par la réduction des effectifs de police, l'accroissement des zones d'engagement des militaires français et, enfin, la perspective de grands événements sportifs, qu'il s'agisse de la Coupe du monde de rugby 2023 ou les Jeux Olympiques de Paris 2024, il est de plus en plus évident que l'État ne pourra pas assurer tout seul le continuum de sécurité globale. Le recours à des acteurs privés devient une nécessité, mais cette externalisation de certains segments de la sécurité intérieure doit être encadrée par les services publics. « L'État est passé du monopole à l'hégémonie, c'est-à-dire de la monopolisation publique de l'exercice de la défense et de la sécurité à la régulation, au contrôle et au partage de l'exercice de la défense et de la sécurité, via les partenariats public-privé et les régimes d'autorisations, agréments ou habilitations », souligne David Cumin, docteur en Droit public et Maître de conférences à l'université Lyon 3.

- **L'importance de promouvoir la culture de la sécurité.** Si les attentats en France ont mis en lumière la nécessité d'instaurer une culture de la sécurité et du renseignement, cet impératif ne se réduit pas au contre-terrorisme. La menace cyber, par exemple, qui ne cesse de prendre de l'ampleur et la crise liée au Covid-19 sont l'illustration de l'enjeu stratégique que représente le développement de la culture de la sécurité tant au sein des entreprises, notamment les PME, que dans la société civile. **Il est primordial que la crise actuelle soit vue comme une opportunité pour améliorer les dispositifs de sécurité, renforcer les liens entre privé et public et développer la culture du risque au bénéfice de la collectivité.**

- **La nécessité de mettre l'accent sur la formation** dans les domaines de la sécurité afin de développer la culture du renseignement et de la sécurité. Les formations se développent depuis plusieurs années pour former de futurs cadres de la sécurité ou des chercheurs. Proposées par Sciences Po Lyon, Lyon 3 et l'ENSP (École Nationale Supérieure de Police) de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, en liaison avec les professionnels du secteur, elles suscitent un intérêt croissant pour les étudiants. Au-delà de la formation des élites, il est indispensable d'élever le niveau de recrutement des agents. L'humain doit donc être au centre des réflexions.

Pour disposer demain d'une sécurité privée de qualité, il est essentiel d'avoir un meilleur recrutement à l'entrée, une meilleure formation des agents, une meilleure formation continue. Pour créer ce cercle vertueux, il est indispensable de commencer par donner une rémunération plus juste à ses acteurs.

- **Le besoin d'un encadrement éthique de la sécurité privée (RSE).** Pour que ce partenariat public / privé désormais indispensable soit efficace, il faut que l'image des acteurs de la sécurité privée soit à la hauteur de l'enjeu et que leurs compétences soient reconnues. Il est donc indispensable de mettre l'accent sur le professionnalisme, la rigueur, la maîtrise de la réglementation, la déontologie, les normes et le respect des contrats. « Mais c'est aussi aux donneurs d'ordre de fixer le niveau d'exigence », rappelle David Hornus. Le respect des standards internationaux qui veillent à l'application et la mise en œuvre de garanties éthiques et de gouvernance, ou encore l'obtention des normes et certifications sont des critères à prendre en considération.



UNE SPÉCIFICITÉ LYONNAISE, UN EXEMPLE À SUIVRE ?

Au-delà de l'analyse et des propositions qu'ils avancent, les auteurs de la contribution souhaitent enfin mettre en perspective la spécificité lyonnaise en matière de continuum de sécurité. « **À travers le prisme régional, nous voulons faire passer le message que nous avons une compétence sur notre territoire** et que nous le démontrons chaque jour sur le terrain. Nous présentons nos propositions dans la contribution pour être vus et entendus », déclare Jean-Baptiste Jusot, cabinet CONVICTIO, qui a mené les interviews.

Ce modèle lyonnais a été sagement entretenu par Gérard Collomb, alors Maire de Lyon, qui avait la volonté d'élaborer et de mettre en œuvre une méthode pouvant servir de modèle. Il y a depuis toujours une volonté permanente de tous les acteurs d'agir ensemble « et de travailler en toute transparence et dans une confiance mutuelle », confirme Simon Hoayek, le dirigeant fondateur de la société BYBLOS.

L'exemple du Groupama Stadium symbolise ce modèle lyonnais. Comme le rappelle Xavier Pierrot, Directeur Général Adjoint en charge du stade et du projet Arena chez

OL GROUPE, « au sein du Groupama Stadium, l'État est un prestataire au même titre que les sociétés de sécurité privée. Et c'est un partenariat privé / public qui fonctionne. Ce sont les propriétaires du stade qui ont la main sur la sécurité lors de grands événements et les services de l'État les assistent et leur accordent leur pleine confiance. »

Cet ouvrage, **initiative régionale à la réflexion nationale lancée par le Ministre de l'Intérieur** est préfacé par Alice Thourot, députée de la Drôme et auteure du rapport Fauvergue-Thourot, pour qui, « l'État doit s'appuyer sur un secteur privé fiable et solide ».

L'ancien Ministre de l'Intérieur et Maire de Lyon Gérard Collomb, en signe la postface : « je forme le vœu que cette initiative (...) renforce le partenariat associant acteurs publics et privés de la sécurité ».

L'OUVRAGE « CONTRIBUTION TERRITORIALE AU CONTINUUM DE SÉCURITÉ »
EST TÉLÉCHARGEABLE EN LIGNE DEPUIS LE 30 JUIN 2020

WWW.CONTINUUM-SECURITE.FR

(*) : G.Collomb (ancien Ministre de l'intérieur et Maire de Lyon), A.Thourot (Députée de la Drôme), E. Blanc (Vice-président de la Région AURA), P. Verchere (Maire de Cours, ancien Député), C. Fourcaux (Secrétaire Général Adjoint du syndicat Unsa-Police), S. Delaigue (SDMIS), J-C Beckensteiner (Vice-président de l'IHEDN-région lyonnaise), L. Moscatello (Directeur de la coopération internationale et des partenariats à l'ENSP-Lyon 3), K. Roudier (Maître de conférence, Sciences Po Lyon), D. Cumin (Maître de conférence, université Lyon 3), Guillaume Noailly (Directeur pédagogique, Institut BIOFORCE), X. Pierrot (Directeur général adjoint OL Groupe en charge de la sécurité), P. Aujogue (Directeur sécurité, KEOLIS Lyon), M. Wallach (Directeur sécurité, VINCI Airports Lyon), S. Hoayek (Fondateur de BYBLOS GROUP), D. Hornus (Fondateur et Directeur de CORPGUARD), G. Lacroix (Directeur général sécurité intérieure du GICAT), L. Fiard (Président du MEDEF Lyon-Rhône), J. Williamson (Executive director de l'ICoCA), D. Cartel (Vice-président du CROEC), A. Le Gall (ENGIE Solutions, déléguée régionale du Club des femmes dans la sécurité, la sûreté et le numérique), J-L Logel (Président du Cluster EDEN), J-B. Jusot (Cabinet CONVICTIO).

Contact presse
Agence emc | Tél. 04 72 19 69 36
Mathilde Billon : mbillon@agence-emc.com
Julie Barlot : presse@agence-emc.com